

Dubaï: la vitrine du monde musulman approche de la banqueroute, les européens fuient

écrit par Laveritetriomphera | 29 août 2016



La chute des prix du pétrole a fait ses premières victimes. L'émirat de Dubaï taille dans les dépenses et reporte des projets, si bien que beaucoup d'expats ont déjà pris la fuite.

Comme les Range Rover et la Camaro GT garées à côté de lui, le gros 4x4 GMC aux pneus dégonflés est recouvert d'une épaisse couche de poussière. Il fait partie de **la trentaine de voitures abandonnées** qui occupent les places du parking de l'aéroport de Dubaï.

Ces véhicules témoignent du nombre croissant de **"départs précipités"** qui ont lieu à Dubaï, où des expatriés endettés préfèrent quitter la ville plutôt que d'être jetés en prison, maintenant que cette place financière et commerciale est frappée de plein fouet par le ralentissement de l'activité économique. Dans tous les Etats pétroliers du Golfe, la chute des prix du brut oblige les gouvernements à tailler dans les

dépenses et à reporter des projets, tandis que, dans le secteur privé, des entreprises se voient contraintes de licencier du personnel, voire de mettre la clé sous la porte. Economiste en chef pour le Moyen-Orient à la banque HSBC, Simon Williams commente :

Un ralentissement notable est en cours et il n'est pas près de prendre fin. Il s'explique en partie par la chute des prix pétroliers. Dubaï ne produit pas de pétrole, mais il exporte ses services dans les autres pays du Golfe, où la demande est en baisse."

Des dettes en pagaille

Les véhicules abandonnés étaient déjà le symbole de la crise de 2009, qui avait obligé Dubaï à solliciter l'aide de son voisin Abou Dhabi, gros producteur de pétrole et capitale des Emirats arabes unis, pour un plan de relance de 20 milliards de dollars. Le ralentissement de cette année est moins marqué, et Dubaï est moins affecté que ses voisins tributaires du pétrole, comme le Qatar et Abou Dhabi. Mais la cité-Etat est encore criblée de dettes (140 % du PNB) et doit rembourser 22 milliards de dollars de prêts et obligations d'ici à 2018.

Ces difficultés s'ajoutent en outre à celles du secteur privé. Entre le troisième trimestre 2015 et le premier trimestre de 2016, 237 patrons de PME ont quitté les Emirats arabes unis, car, selon Coface, une compagnie d'assurance-crédit qui compte 20 000 clients dans le pays, le règlement de plus en plus tardif des commandes a empêché ces entreprises de respecter les délais de remboursement de leurs dettes.

L'avion ou la prison

Les voitures abandonnées à l'aéroport en sont la conséquence. A Dubaï, les rejets de chèque et les faillites sont considérés comme des délits, ce qui pousse beaucoup d'expatriés endettés à vendre à bas prix leur véhicule et autres possessions et à prendre le premier avion pour éviter la prison. Les graffitis insultants, griffonnés sur les pare-brise couverts de poussière des luxueuses Range Rover abandonnées à l'aéroport, reflètent les dures réalités du Dubaï d'aujourd'hui. "Je n'ai pas d'argent", dit l'un d'eux. "J'en ai", rétorque un autre. "Vends la voiture et prends l'argent", ironise un troisième.

"Le nombre de personnes en fuite a triplé", constate Massimo Falcioni, responsable

du Moyen-Orient chez Coface. Dans la métallurgie et le bâtiment, les secteurs les plus touchés par le ralentissement, des entreprises doivent consentir des délais de paiement de quatre mois à leurs clients, explique-t-il, et ne peuvent donc toucher leur dû qu'au bout de huit mois en moyenne. Selon lui, le nombre de faillites est en train de se stabiliser car les entreprises les moins solides ont déjà mis la clé sous la porte, et de meilleures perspectives s'ouvrent à l'émirat avec les investissements en infrastructures qu'il se prépare à effectuer en vue de l'Exposition universelle de 2020.

Vivre à Dubaï est devenu un luxe

De nombreuses familles continuent cependant à quitter l'émirat en raison du coût élevé de la vie – notamment les loyers et les frais de scolarité –, qui, dans la conjoncture actuelle, ne leur permet plus de joindre les deux bouts. *“Les créations d'emplois stagnent, car les entreprises de la région rationalisent leurs activités pour s'adapter au ralentissement”*, observe M. R. Raghu, de la banque d'affaires koweïtienne Markaz. *“L'inflation et le coût de la vie, ainsi que le gel des salaires, contribuent eux aussi au départ des expatriés.”*

MoveSouq.com, le plus grand site de services à domicile des Emirats arabes unis, a ainsi vu doubler en un an le nombre de demandes de déménagements internationaux. Bana Shomali, sa fondatrice, explique en partie ce phénomène par le développement naturel de sa société, mais elle remarque que *“les déménagements internationaux ont connu une croissance beaucoup plus rapide que les autres types de services”*.

Peut-on espérer un rebond ?

Les suppressions d'emplois touchent certains des secteurs les plus importants de Dubaï : banque, tourisme, bâtiment et services pétroliers. Les prix de l'immobilier, à la baisse, ont perdu un quart de leur valeur depuis leur dernière flambée, en 2014. Selon la société de conseil en immobilier Phidar Advisory, ils restent bien supérieurs à leur niveau de 2011 mais pourraient chuter encore de 15 % d'ici à 2017. Jesse Downs, sa directrice, précise que la force du dollar – sur lequel le dirham est indexé – ne fait qu'ajouter aux difficultés de l'émirat. *“A moins d'une baisse du dollar, d'une amélioration de la liquidité ou d'un autre événement exogène imprévu, le marché restera faible”*, pronostique-t-elle.

Beaucoup dans l'émirat attendent de voir si l'automne s'accompagnera d'un rebond économique. Des enseignants soulignent toutefois que les écoles internationales les

plus onéreuses, créées durant les années du boom économique, ont du mal à remplir leurs classes, ce qui laisse supposer que les cadres à hauts revenus sont moins nombreux. *Innoventures Education*, une société qui gère de prestigieuses écoles privées de Dubaï, observe que ses effectifs se maintiennent mais que le nombre de désinscriptions pour cause de déménagement en dehors des Emirats arabes unis a augmenté de 10 %. *“Nous trouvons aussi que les demandes d’inscription arrivent plus lentement que l’an dernier”*, note sa directrice, Poonam Bhojani.



La belle vitrine luxueuse cachait un esclavagisme honteux

Les arabes locaux ne travaillaient pas ailleurs que dans les structures luxueuses quand ils avaient envie de travailler. Dubai, terre d’Islam, ne permettait à un étranger d’ouvrir une entreprise que si il s’associait à un musulman. La plupart des employés étaient philippins, hindous, africains. Traités comme de véritables esclaves auxquels le passport était retiré dès le premier jour d’embauche, Dubai est un paradis éphémère basé essentiellement sur la souffrance de pauvres non-musulmans et l’expérience professionnelle d’europeens affairistes. Dubai est depuis plusieurs années la cote d’Azur du monde musulman mais semble peu à peu toucher à sa fin laissant place demain à des pillards se revendiquant de Daesh, puisque dès lors, l’économie ne semble pas aller à la hausse, Dubai sera laissé à l’abandon.

<http://www.europe-israel.org/2016/08/dubai-la-vitrine-du-monde-musulman-approche-de-la-banqueroute-les-europeens-fuient/>

source: [courriel international](#)